



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

Bulletin Mensuel - Numéro 180 - Juillet 2012

NOTRE OPINION

- **Rio+20 : le pouvoir illimité des multinationales**

AU-DELÀ DE RIO+20

- **Continuons à lutter**

Divers processus se sont déroulés parallèlement pendant Rio+20. Ils montrent les intérêts opposés des entreprises et des gouvernements d'une part, et de mouvements sociaux, d'organisations et de réseaux activistes d'autre part. Le Sommet des Peuples a constitué une avancée en analysant, en proposant et en élaborant, collectivement, un programme commun pour la période postérieure à Rio+20.

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- **Des meurtres partout – les effets néfastes de l'accaparement de terres**

Un nouveau rapport de Global Witness met en lumière la violence croissante, les violations des droits de l'homme et les meurtres dont s'accompagne la ruée pour les terres et les forêts.

- **Cambodge : pour la première fois, un projet REDD obtient une assurance contre les risques politiques**

Pour la première fois dans l'histoire du monde, un projet REDD a obtenu une assurance contre les risques politiques de l'agence financière de développement OPIC, qui appartient au gouvernement des États-Unis. Cette assurance prétend protéger 64 318 hectares de forêt mais, en fait, elle protège les investisseurs étrangers contre la possibilité que le Cambodge réglemente les projets REDD.

- **El Salvador : refus de la proposition de préparation à REDD+**

Le Gouvernement d'El Salvador a présenté un document (R-PP) montrant qu'il est « préparé à participer aux systèmes d'incitations financières à REDD+ ». Des organisations sociales et académiques d'El Salvador ont exposé publiquement leurs raisons de rejeter cette R-PP.

- **Malaisie : le barrage de Baram inonderait des villages indigènes de Bornéo au profit de l'industrie minière**

Plusieurs villages et communautés de maisons longues seraient inondés, et l'écosystème fluvial serait atteint, au moment de la construction à Bornéo du barrage de Baram, au profit du géant minier australien Rio Tinto.

- **Nigeria : un projet de plantation de cacao menace les forêts intactes des Etera et des Ekuri-eyeyeng**

Les Etera et les Ekuri-eyeyeng risquent de perdre la réserve forestière où ils habitent, au profit d'une plantation industrielle de cacao de la Southgate Cocoa Produce Limited, une entreprise associée à la compagnie britannique Armajaro Trading Ltd.

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- **Philippines : le producteur de palmier à huile A. Brown Inc. s'empare des terres du peuple indigène Higaonon**

Une mission d'inspection internationale a découvert que la A. Brown Company Inc. avait commencé à planter des palmiers à huile dans le territoire des Higaonon, dans le Sud des Philippines, sans avoir obtenu le permis correspondant. La mission a demandé une enquête sur la violation des droits de l'homme des Higaonon : meurtre et arrestation illégale d'agriculteurs, incendie de maisons, destruction de cultures, harcèlement et menaces de mort.

- **Gabon : la résistance à l'accaparement de terres par Olam pour la plantation de palmiers à huile**

Alerte sociale contre la concession de grandes étendues de terres ancestrales à une entreprise qui compte y créer des plantations de palmier à huile.

- **Chili : campagne contre l'expansion des plantations d'arbres**

Action contre une nouvelle offensive des entreprises forestières qui prétendent doubler les plus de 3 millions d'hectares plantés d'eucalyptus et de pins en régime de monoculture, en essayant d'annexer les terres de paysans chiliens et de communautés mapuche.

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- **Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales**
- **En quête de la réforme agraire et pour la défense de terres et de territoires**
- **Campagne contre le géant de l'huile de palme FELDA**
- **La société minière Rio Tinto remporte la médaille d'or du Greenwash**

RECOMMANDATIONS

- **La face cachée des accords d'investissement**
- **"Rights of Nature: Planting the Seeds of Change"**

- **“Madera caída del bosque tropical: una opción ambientalmente sana y socialmente justa para producir madera”**

[index](#)

NOTRE OPINION

- Rio+20 : le pouvoir illimité des multinationales

Des faits associés à la conférence Rio+20, comme l'expulsion d'un activiste mozambicain et la réalité de la situation que certains sponsors de l'évènement officiel font subir aux populations locales, montrent que le pouvoir des grandes entreprises n'a pas de limites.

Le journaliste mozambicain Jeremias Vunjanhe est arrivé au Brésil le 13 juin, pour participer au Sommet des Peuples, une activité organisée par des réseaux et des mouvements sociaux brésiliens et internationaux, avant et pendant la conférence Rio+20 de l'Organisation des Nations unies (ONU). À l'aéroport, la police fédérale brésilienne l'a empêché d'entrer dans le pays et l'a fait retourner au Mozambique.

Jeremias et son organisation Justice environnementale – Amis de la terre Mozambique – ont appuyé inlassablement les communautés mozambicaines touchées par les activités néfastes de Vale, une des principales transnationales minières, basée au Brésil. Jeremias avait déjà subi des menaces et des intimidations en raison de son travail.

En observant la conférence Rio+20, nous remarquons que les grandes entreprises internationales ont exercé des pressions très efficaces pour défendre leurs intérêts, sur l'ONU mais aussi sur les gouvernements de nombreux pays, en présentant le projet de « l'économie verte » où la privatisation et la marchandisation de la nature sont présentées comme la route appropriée vers un avenir « durable ». De plus, nous avons l'impression que quelques transnationales de grande envergure contrôlent l'ONU, les gouvernements et d'autres institutions des États nationaux, comme la police et le pouvoir judiciaire, pour défendre leurs intérêts actuels et futurs, et qu'elles criminalisent et persécutent les populations et les activistes qui risquent d'y faire obstacle.

Pour le constater, il suffit de regarder un peu au-delà des activités de Rio+20. Les organisations de la société civile de la ville de Rio ont organisé, par exemple, les dénommés Toxic Tours, pour montrer la face cachée de Rio de Janeiro. Des visites ont été organisées pour se solidariser avec les habitants du quartier Santa Cruz, situé dans l'ouest de la ville, qui subissent les effets de la sidérurgie TKCSA, propriété de Vale et de la transnationale allemande Thyssenkrup. On a rendu visite aussi aux communautés de la ville de Magé et de la région de Duque de Caxias, touchées par les activités des installations de Petrobras, l'entreprise brésilienne d'extraction de pétrole et de gaz.

Après les visites, des représentants des trois communautés se sont réunis pour raconter leurs expériences au cours d'une activité du Sommet des Peuples. Les habitants de Santa Cruz ont protesté contre la pollution de l'eau et de l'air ; ils ont dit : « nous ne mangeons plus de riz ni de haricots, nous mangeons de la poussière de fer » ; ils ont dénoncé les problèmes sanitaires de la population et les tactiques de cooptation de

l'entreprise. Ils ont manifesté aussi que la pêche de subsistance était devenue presque impossible ; un pêcheur s'est défoulé en disant : « ils veulent nous faire dire que nous ne sommes plus des pêcheurs », et un autre a ajouté : « j'étais un homme de mer, mais je ne sais plus ce que je suis ».

Quelques jours après Rio+20 nous avons eu une idée de la portée de la violence exercée contre les pêcheurs de l'État de Rio de Janeiro : João Luis Telles Penetra et Almir Nogueira de Amorim, membres de l'Association des hommes de mer de la baie de Guanabara (AHOMAR) qui défend la pêche artisanale dans la région, ont été brutalement assassinés. AHOMAR lutte contre les conséquences sociales et environnementales des grands projets qui portent atteinte aux pêcheurs de la région ; en particulier, elle s'est battue contre l'impact d'un des investissements de Petrobras, un complexe pétrochimique.

Pendant Rio+20, 300 indiens et des habitants de la région qui souhaitent les appuyer ont organisé la rencontre Xingu+23, pour protester contre la construction de la centrale hydroélectrique Belo Monte dans l'État de Pará de l'Amazonie brésilienne. Cette centrale est une initiative d'Eletrobras (grande entreprise brésilienne du secteur énergétique) ; elle touchera des milliers de personnes et détruira au moins 50 000 hectares de la forêt amazonienne. Après la rencontre, la police de Pará a demandé à la Justice de l'État l'arrestation de 11 activistes, d'un prêtre qui avait célébré une messe et béni Xingu+23, et d'un habitant dont la maison avait été détruite par les travaux. Dans la ville de Rio, les indiens ont organisé une brève occupation de la banque publique BNDES qui, avec l'argent des Brésiliens, finance cet ouvrage millionnaire.

Le pouvoir des grandes entreprises n'est pas exercé seulement contre les populations qui s'opposent à leurs projets : il semble capable de renverser des présidents, quand on voit ce qui s'est passé juste après Rio+20 au Paraguay, où le président Fernando Lugo, démocratiquement élu, a été destitué. La participation du pouvoir agro-industriel est indéniable ; il s'agit d'un secteur qui domine l'économie paraguayenne et la scène politique, et où figurent des transnationales comme Monsanto, qui gagne des millions de dollars en vendant des semences génétiquement modifiées dans le pays.

Quand on analyse cette réalité, le message du Sommet des Peuples devient clair : il faut agir, et les organisations et les activistes présents ont commencé à le faire en exprimant leur opposition à l'expulsion arbitraire de leur camarade Jeremias. Après de nombreuses protestations nationales et internationales, le gouvernement brésilien a dû faire marche arrière et permettre l'entrée de l'activiste ; celui-ci a refait le voyage du Mozambique au Brésil et il est arrivé à Rio de Janeiro le 19 juin, six jours après son expulsion.

Lorsqu'il est arrivé à l'aéroport de Rio de Janeiro il a pu voir clairement les deux visages du monde actuel : tout d'abord, le visage des transnationales, dans les « belles » affiches posées dans plusieurs endroits de l'aéroport pour souhaiter la bienvenue aux participants de Rio+20. L'entreprise Vale, que Jeremias connaissait très bien, y figurait parmi les sponsors de la conférence, ainsi que les autres entreprises mentionnées dans cet éditorial (Petrobras et Eletrobras).

Jeremias a pu aussi voir le visage du peuple uni et en lutte, grâce à la présence de dizaines d'activistes qui l'ont accueilli avec joie et qui ont fêté leur réussite à faire

trionpher la justice.

Pour finir, disons que personne ne doit se laisser tromper par les nombreux visages « verts » que les entreprises nous montrent pour dissimuler leurs abus, leurs véritables pratiques. Que la solidarité manifestée à l'égard de Jeremias s'étende, comme lui-même l'a signalé, à toutes les communautés qui subissent leurs procédés arbitraires et illégaux. Continuons à nous unir et à nous fortifier dans la lutte contre leur pouvoir et pour la vie !

[index](#)

AU-DELÀ DE RIO+20

- Continuons à lutter



Quiconque était à Rio de Janeiro entre le 15 et le 23 juin a pu observer trois processus parallèles et différents, mais connectés entre eux.

Le premier processus, à caractère fermé, fut celui de la conférence sur le développement durable appelée Rio+20, qui eut lieu à Riocentro, un centre de conférences éloigné du centre de la ville, et protégé par des milliers de policiers et de militaires. Encouragé par l'Organisation des Nations Unies (ONU), il réunit des représentants de 188 pays qui se concentrèrent pour élaborer, en commun, un document final sur le futur de la terre et de l'humanité. La proposition contenue dans ce document, qui faisait déjà l'objet d'un débat bien avant la conférence, souleva une telle polémique que le gouvernement brésilien la remplaça, quelques jours avant le début de la conférence officielle, par une nouvelle rédaction. Le document que les pays ont finalement approuvé peut être lu sur <http://www.uncsd2012.org/thefuturewewant.html>.

Le document, intitulé « Le futur que nous voulons », a été défini par la présidente du Brésil, Dilma Roussef, comme le « consensus possible ». Il a cependant ajouté bien peu de choses à ce qui avait déjà été écrit dans des déclarations et des accords multilatéraux antérieurs sur l'environnement et sur les thèmes qui s'y rattachent. Et, ce qui est plus grave : le document, bien qu'il reconnaisse la gravité de la crise environnementale et d'autres crises dont pâtit actuellement l'humanité, n'oblige pas les pays à prendre des mesures urgentes et structurelles pour y faire face.

D'un autre côté, et spécifiquement relié au paragraphe sur le thème des forêts, il convient de considérer comme un résultat positif le fait que le document contient peu de références explicites à des mécanismes de marché comme REDD+ et à la commercialisation de services environnementaux comme manière de combattre la déforestation. Quant au thème de la biodiversité, le texte dit même « nous réaffirmons la valeur intrinsèque de la diversité biologique... », en s'opposant, en quelque sorte, à la proposition de « l'économie verte » qui implique de fixer un prix à la biodiversité et autres « services environnementaux ». Ce résultat positif est dû à la position des pays du Sud, plus précisément aux pays qui composent le G-77, et qui présentèrent un document dans ces termes avant la conférence Rio+20.

Cependant, cela ne veut pas dire qu'on ne discuta pas à Rio de propositions de marchandisation de la nature à travers la commercialisation des « services environnementaux », ouvrant ainsi un deuxième processus qui se déroula en même temps dans la ville.

Ce deuxième processus se concentra dans de luxueux hôtels et autres espaces confortables en dehors de la conférence de l'ONU. Il consistait en un ensemble de séminaires, d'événements et de réunions où les pays et les États, des banques et des multinationales, y compris la Banque Mondiale, des ONG conservationnistes et des entreprises discutèrent d'initiatives qu'ils qualifièrent eux-mêmes de « vertes » et « durables ».

Un exemple en fut le Jour de Acre, un état brésilien de la région de la forêt amazonienne. Il s'agit d'un événement organisé dans le beau Jardin botanique de Rio de Janeiro pour célébrer le succès de Acre, avec la distribution de livrets intitulés « Acre+20 : une terre de rêves, un monde de possibilités ». Ou, selon les mots du sénateur Jorge Viana, frère de l'actuel gouverneur, un « énorme dépôt de crédits de carbone ». Avec une législation d'État approuvée, qui est une des plus sophistiquées dans son installation du « Système étatique d'encouragement des services environnementaux », l'État est prêt pour vendre et commercialiser ces « services » à ceux qui souhaiteraient compenser les dégâts causés par leurs activités polluantes, indépendamment du résultat de la conférence officielle Rio+20, comme plusieurs orateurs l'ont réaffirmé. Par exemple, le gouvernement italien, présent sur place, montra publiquement son intérêt à signer un accord avec le gouvernement de Acre.

Cependant, durant l'évènement, quelques activistes de Acre dénoncèrent la fausse image d'un état parfait de « l'économie verte », et distribuèrent un dossier intitulé « Le Acre que les marchands de nature cachent », avec des dénonciations de destruction environnementale et de répression sociale (voir <http://www.cimi.org.br/pub/Rio20/Dossie-ACRE.pdf>). Cette critique nous conduit au troisième processus qui s'est produit ces jours-là à Rio de Janeiro.

Le troisième processus fut l'espace du peuple, le dénommé Sommet des Peuples, dans la région Aterro do Flamengo, proche du centre de la ville. La préparation de cet espace commença bien avant la conférence Rio+20, grâce à une articulation entre les divers réseaux nationaux, internationaux et aussi des mouvements sociaux. Le Sommet attira près de 50 000 personnes, beaucoup du Brésil et d'Amérique Latine, mais aussi des représentants d'autres continents. Toutes et tous participèrent aux centaines d'activités autogérées qui furent organisées pour attirer l'attention sur des questions spécifiques et générales, mais surtout pour rénover l'espérance de lutte.

Cependant, un processus crucial et central interne au Sommet se développa, avec de nombreux participants : la réalisation de plenums de convergence autour de cinq grands thèmes préalablement définis, dont l'apogée fut constitué par trois assemblées sur les causes structurelles et les fausses solutions des diverses crises qui touchent l'humanité, nos propositions pour y faire face et notre programme commun de combats. Les participants au Sommet mirent aussi sur pied une manifestation de plus de 50 000 personnes dans les rues du centre de Rio de Janeiro, outre d'autres mobilisations autour de la conférence, en majorité pour protester contre le pouvoir des entreprises industrielles et pour se solidariser avec les communautés de Rio, affectées par le

processus brutal de concentration de richesse et par la privatisation que connaît actuellement la ville. Un exemple en est la situation de la communauté de la Vila Autodromo, menacée d'expulsion par les chantiers des Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro.

La déclaration finale de ce processus (voir www.cupuladospovos.org.br) prétend nous motiver pour continuer la lutte, de façon mieux articulée et avec un concept et une analyse plus nets sur la façon dont les diverses questions auxquelles plusieurs mouvements et organisations consacrent leurs efforts sont interconnectées. Alors que l'appropriation et la privatisation des ressources publiques – comme cela se produit dans les zones de forêts avec les projets REDD, avec les concessions pour les entreprises forestières, pour la monoculture d'arbres, etc. - provoquent l'expulsion et la division du peuple, des phénomènes comme celui qu'a connu le Sommet des Peuples créent des liens de solidarité entre diverses organisations, communautés, mouvements sociaux et activistes de tous les coins du monde. Ces événements doivent être répétés et renforcés, et le programme commun de luttes mis en pratique, en appuyant directement les luttes pour la défense des droits des populations et de la nature, contre la destruction et la marchandisation, et pour la mise en œuvre des solutions proposées par le peuple : non pas une « économie verte » imposée du haut vers le bas pour satisfaire les intérêts des grandes entreprises et maintenir un système de production et de consommation excessif et inégal, mais au contraire, une économie du bas vers le haut, basée sur des droits et des principes collectifs.

Les deux premiers processus décrits, qui concernent les gouvernements et les grandes entreprises, et qui se sont déroulés autour de la conférence Rio+20, ont montré que les multinationales et leurs alliés, comme la Banque Mondiale et autres banques de développement, suivent leurs programmes de marchandisation et de transformation de la nature en objet de spéculation, même si les gouvernements membres de l'ONU n'y souscrivent pas dans les termes qu'ils souhaiteraient. Mais le troisième processus, qui intéresse les peuples, a montré que nous sommes capables, ensemble, de proposer des solutions et d'élaborer un programme commun, et d'avancer ainsi dans la mondialisation de la lutte pour un monde socialement et écologiquement juste.

Nous réaffirmons, finalement, la conclusion de la déclaration finale du Sommet des Peuples (<http://cupuladospovos.org.br/>): « la transformation sociale exige des convergences d'actions, des articulations et des programmes communs à partir des résistances et des propositions nécessaires pour lesquelles nous luttons dans tous les coins de la planète. Le Sommet des Peuples lors de la conférence Rio+20 nous encourage à poursuivre nos combats. »

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Des meurtres partout – les effets néfastes de l'accaparement de terres



L'accaparement de terres que pratiquent des entreprises, des fonds d'investissement et

le marché financier en général, consiste à acquérir de grandes étendues, dans des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, pour les affecter à divers usages : grandes plantations industrielles, mines, tourisme, centrales hydroélectriques, production d'aliments pour l'exportation et bien d'autres encore [voir le bulletin n° 117 du WRM]. Cet accaparement a de fortes répercussions sur les communautés et leurs forêts, sur leurs moyens d'existence et leurs connaissances traditionnelles, et même sur leur présent et leur avenir.

Un des effets directs de cet assaut des multinationales sur la vie et sur la nature est le nombre des victimes qu'il fait parmi ceux qui s'y opposent.

Un nouveau rapport de Global Witness (A Hidden Crisis? Increase in killings as tensions rise over land and forests) révèle que la violence contre les activistes qui luttent pour la terre, pour les forêts et contre les mines s'est intensifiée dans le monde entier.

Le rapport met en lumière la violence croissante, les violations des droits de l'homme et les meurtres dont s'accompagne la ruée pour les terres et les forêts.

Ce qui suit en est un extrait édité. Le rapport complet est disponible sur http://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/A_hidden_crisis-FINAL%20190612%20v2.pdf

Global Witness a comptabilisé les nombreuses personnes qui ont été tuées au cours des dix dernières années (de 2002 à 2011 compris) pendant qu'elles défendaient leurs droits ou ceux d'autres personnes concernant l'environnement, en particulier la terre et les forêts. Parmi ces droits figurent le droit à un environnement sain, les droits des peuples indigènes à la terre et à ses ressources, dont les forêts, le droit à la vie, à la subsistance et à la liberté d'expression.

La recherche de Global Witness a trouvé que, dans la décennie passée, 711 personnes avaient été tuées dans le monde, ce qui fait une moyenne de plus d'un meurtre par semaine. Sur ce total, 106 meurtres ont eu lieu en 2011, soit près du double de ceux recensés en 2009. Cela comprend les victimes d'attaques ciblées et d'affrontements violents pendant des manifestations, et la mort de ceux qui enquêtaient ou portaient plainte contre des activités minières et forestières, contre l'agriculture intensive et l'élevage, contre les plantations d'arbres, les barrages hydroélectriques, le développement urbain et le braconnage.

Les meurtres ont été de toutes sortes : morts au cours d'affrontements entre les communautés et les forces de sécurité de l'État, disparitions suivies de mort confirmée, morts en cours de détention, assassinats d'une ou plusieurs personnes déterminées.

Le document montre un manque alarmant d'information systématisée à ce sujet dans beaucoup de pays, et l'absence d'une surveillance spécialisée de la question au niveau international. Les chiffres risquent donc de sous-estimer considérablement le nombre des meurtres et la portée du problème. L'enquête révèle aussi que les pays où les meurtres dénoncés sont les plus nombreux sont le Brésil, le Pérou, la Colombie et les Philippines. Dans ces pays et dans d'autres (comme le Cambodge, la République démocratique du Congo et l'Indonésie), on soupçonne le secteur privé, national et étranger, d'y être impliqué.

L'enquête n'a pas trouvé un taux considérable de meurtres en Afrique. Cela peut être dû au fait que la connaissance des droits est faible et l'information rare dans les zones rurales du continent. Un autre facteur probable est que les États sont souvent propriétaires des terres et des forêts. Par exemple, les forêts africaines gérées par les gouvernements représentent 98 % du total, alors que le pourcentage est de 66 % en Asie et de 33 % en Amérique latine. Le rapport de Global Witness a trouvé que la prédominance de la propriété étatique des terres et des forêts africaines peut avoir contribué à affaiblir les populations rurales pauvres, les rendant moins capables de porter plainte.

La culture de l'impunité, particulièrement forte dans certains pays, porte elle aussi à affaiblir les convictions.

Ces tendances sont symptomatiques d'une concurrence de plus en plus féroce pour les ressources, qui s'accompagne de brutalité et d'injustice.

Les pressions auxquelles sont soumis les biens limités de la terre et des forêts ont déjà eu des effets néfastes : seuls 20 % des forêts du monde restent intacts, et 25 % des sols ont été dégradés au cours des 20 dernières années. Or, il est prévu que la demande mondiale pour des terres et des forêts (pour des aliments, des combustibles, des fibres et d'autres ressources) continuera d'augmenter, et que les frontières de l'investissement avanceront davantage dans des zones où la gouvernance, les droits fonciers et le respect des lois sont inadéquats. Lorsque la compétition s'intensifie, les populations rurales et les activistes se retrouvent dans la ligne de tir.

Au niveau mondial, on sait très bien que le facteur déterminant de la demande pour la terre est l'agro-industrie. Or, cette demande est en train d'augmenter de façon exponentielle : la Banque mondiale a annoncé que les investissements en terres agricoles se sont multipliés par quatre entre 2001 et 2009. L'Afrique a reçu la plupart de ces investissements (62 % des projets, couvrant un total de 56,2 millions d'hectares), suivie par l'Asie avec 17,1 millions d'hectares et par l'Amérique latine avec 7 millions d'hectares.

Du Cambodge au Pérou, les communautés rurales subissent des intimidations plus extrêmes, des violences, des expulsions forcées et des meurtres. Des accords sont passés en secret entre les autorités gouvernementales, les élites et le secteur privé, tandis que les communautés locales, qui vivent de la terre ou de la forêt et qui, souvent, en sont les propriétaires, n'ont pas voix au chapitre. La plupart du temps, ces communautés tirent très peu d'avantages, ou même aucun, des investissements en question.

Le Brésil, le Cambodge, la Colombie, l'Indonésie, le Pérou et les Philippines sont les pays où les meurtres commis par des hommes en uniforme, qui agissent au nom du secteur privé ou du gouvernement, sont les plus fréquents. Aux Philippines, où la « disparition involontaire » n'est un crime que depuis peu, 50 meurtres ont eu lieu pendant la dernière décennie, mais aucun n'a abouti à des poursuites.

Le professeur Bill Kovarik, de l'Université Radford, a mené des recherches sur les meurtres en Asie et en Amérique latine. D'après lui, « il est indiscutable que nous sommes témoins d'une augmentation statistiquement significative du nombre des

meurtres associés à l'environnement qui ont été rapportés par les médias asiatiques et latino-américains. Il est difficile de savoir si le nombre des meurtres a augmenté, ou s'il est devenu plus difficile de les passer sous silence. Pour le savoir, il faudra poursuivre les recherches mais, quoi qu'il en soit, nous sommes obligés de considérer ces violations des droits de l'homme comme faisant partie d'une nouvelle tendance devenue visible ».

Le document inclut des comptes rendus détaillés des meurtres de Chut Wutty, du Cambodge ; Frédéric Moloma Tuka, de la République démocratique du Congo ; Nisio Gomes, du Brésil, et Eliezer « Boy » Billanes, des Philippines. Un article de The Guardian (<http://www.guardian.co.uk/environment/2012/jun/19/environment-activist-deaths>) raconte l'histoire de José Cláudio Ribeiro da Silva et Maria do Espirito Santo, assassinés pour avoir lutté contre les activités des entreprises forestières et des agro-industries au Brésil.

Ces morts ne sont plus de simples chiffres : ils sont devenus les visages des nombreux leaders communautaires, indigènes et activistes dont on se souviendra non seulement à cause de leur mort, mais aussi et surtout à cause de leur vie.

(Photo par Global Witness)

[index](#)

- Cambodge : pour la première fois, un projet REDD obtient une assurance contre les risques politiques



Le but de la société privée d'investissement Terra Global Capital est de « faciliter la commercialisation de crédits de carbone découlant de l'utilisation des sols et d'autres crédits environnementaux... en fournissant l'expertise technique nécessaire pour mesurer et monétiser ces crédits et la finance du carbone au moyen d'un fonds d'investissement spécifique... ».

Terra Global s'est associée avec l'Administration forestière du Cambodge et avec l'ONG internationale Pact Cambodia pour mettre en oeuvre le premier projet REDD du pays au coeur des forêts de la province d'Oddar Meanchey, dans la région nord-ouest du Cambodge. Le taux de déboisement à Oddar Meanchey est un des plus élevés du pays, et il est dû aux projets miniers, aux plantations industrielles et aux bases militaires installées en raison des conflits frontaliers, à l'exploitation forestière illégale et à d'autres conflits qui touchent les communautés locales.

Le projet vise à obtenir des revenus au moyen de la vente internationale de crédits du carbone forestier qui risquait d'être libéré par le déboisement mais qui, d'après l'entreprise, restera stocké dans les arbres des 64 318 hectares concernés (émissions de carbone évitées) pendant les 30 années que durera le projet.

L'entreprise affirme que ces recettes seront affectées « au financement d'activités qui diminuent le déboisement, comme les patrouilles forestières communautaires et le

contrôle des incendies, des projets communautaires de développement des ressources hydriques, le renforcement et la clarification de la propriété foncière, des méthodes agricoles durables, l'intensification de l'agriculture et les pôles économiques ».

En novembre 2011, l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), une agence du gouvernement des États-Unis qui finance et assure les investisseurs nord-américains qui participent à des projets dans les pays du Sud, a accepté d'assurer Terra Global Capital contre les risques politiques pour la somme de 900 000 USD.

Jusque là, l'OPIC avait presque toujours financé et assuré directement des investisseurs privés mais, depuis 1987, elle soutient de plus en plus des fonds d'investissement privés en actions, dont beaucoup jouent le rôle d'intermédiaires et financent à leur tour des projets dans le Sud. L'OPIC a déjà affecté au moins 3 600 millions de dollars à plus de 50 fonds d'investissement privés. Ceux qui critiquent les projets REDD disent, entre autres choses, que ces fonds exigent souvent des bénéfices trop élevés pour convenir à des projets de développement, et qu'ils cherchent à réaliser ces bénéfices en peu de temps, au détriment d'un développement durable à long terme.

L'OPIC est en train de transférer son portefeuille concernant les combustibles fossiles vers des projets concernant les énergies dites renouvelables, auxquels elle ajoute maintenant une catégorie de projets plus large, qui concerne ce que l'entreprise appelle « ressources renouvelables ». À cette catégorie appartiendraient les projets REDD et les initiatives agricoles. Les engagements de l'OPIC en « ressources renouvelables » sont passés de 10 millions USD en 2008 à 1,1 milliard USD en 2011.

Le gouvernement des États-Unis compte maintenant sur les projets de « ressources renouvelables » financés et assurés par l'OPIC pour tenir ses engagements internationaux en matière de « financement du climat », par lesquels les pays du Nord doivent aider les pays du Sud à faire face au changement climatique. Or, le financement et les assurances de l'OPIC s'adressent surtout à des clients du secteur privé, parmi lesquels figurent des investisseurs nord-américains. Ce faisant, en ce qui concerne le développement et le climat les États-Unis s'engagent de plus en plus sur une voie définie par des intérêts privés pour leur propre bénéfice.

L'OPIC est en train d'utiliser l'assurance contre les risques politiques pour protéger ceux qui investissent dans des projets REDD contre l'éventualité que le pays concerné (en l'occurrence, le Cambodge) adopte à l'avenir des réglementations de portée nationale ou régionale pour les activités REDD. Ces réglementations pourraient inclure la définition d'objectifs nationaux ou provinciaux de réduction des émissions, des systèmes de comptabilisation et de supervision, et même la manière de déterminer à qui appartiennent les crédits et comment sont partagés les bénéfices. Ceci peut faire changer le mode d'exécution d'un projet REDD et avoir de grandes implications financières pour les investisseurs, puisque leurs investissements risqueraient d'être soumis à des conditions différentes de celles du départ.

Le soutien de l'OPIC pour le projet d'Oddar Meanchey au Cambodge crée un précédent au plan mondial, car il s'agit de la première police d'assurance contre les risques politiques jamais accordée à un projet REDD.

L'OPIC et les promoteurs du projet REDD d'Oddar Meanchey affirment que celui-ci sera

très avantageux pour le climat, pour le développement et pour l'environnement de la région. Cependant, la viabilité des projets REDD dépend, pour une grande mesure, du marché du carbone, qui est incertain. L'assurance contre les risques politiques de l'OPIIC protège les investisseurs, et non nécessairement les communautés locales, au cas où les risques couverts se concrétiseraient. En fait, tout semble indiquer que les communautés qui habitent autour des forêts figurent en dernier sur la liste des bénéficiaires du projet, dans la prise de décisions et dans la protection contre les risques politiques et commerciaux.

Paradoxalement, le soutien que l'OPIIC accorde aux projets REDD et à d'autres initiatives concernant les ressources renouvelables est compté comme faisant partie des engagements financiers du gouvernement des États-Unis vis-à-vis des pays en développement, bien que ceux qui le reçoivent soient des privés et non les gouvernements de ces pays, et qu'il puisse empêcher le gouvernement cambodgien de défendre ses intérêts au cas où le projet ne produirait pas les bénéfices escomptés.

Article basé sur des extraits édités de : "Precedent-Setting Insurance for REDD Project in Cambodia Raises Concerns", document rédigé par Pacific Environment, FERN et Focus on the global South ; envoyé par Shalmali Guttal, Focus on the Global South, s.guttal@focusweb.org

[index](#)

- El Salvador : refus de la proposition de préparation à REDD+



Le système REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) et sa version élargie, REDD+, qui inclut les plantations industrielles d'arbres, font partie des options « de marché » pour faire face au changement climatique que nous considérons comme fausses, parce qu'elles ne s'attaquent pas aux véritables causes du problème. Le concept de départ de REDD est que les gouvernements, ou les propriétaires ou concessionnaires (entreprises, grandes ONG) des forêts du Sud devraient être récompensés de les maintenir sur pied au lieu de les abattre. Le système, en plus de transformer le carbone en marchandise, a des implications diverses en ce qui concerne les droits des peuples indigènes et des communautés locales et leurs possibilités d'accès aux forêts.

Néanmoins, les projets REDD+ continuent d'avancer, avec beaucoup d'argent en jeu. Une partie du processus est la disposition sur la préparation d'une proposition (Readiness Preparation Proposal – RPP) où le pays doit présenter le cadre de travail (les types d'études et leur préparation, leur mise en œuvre, les termes de référence) qui lui permettra d'être « préparé » à participer aux systèmes d'incitations financières à REDD+. Les directives concernant les documents R-PP ont été formulées par le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF), un partenariat géré par la Banque mondiale pour faciliter les projets REDD+. La Banque mondiale joue, encore une fois, un rôle actif dans le processus de transformation de la nature, et dans ce cas du climat, en objet de spéculation, en facilitant la mobilisation de sommes d'argent considérables, les investissements financiers et les transactions boursières.

La R-PP que le gouvernement d'El Salvador a soumise au FCPF a provoqué une forte réaction des organisations sociales et académiques du pays, qui ont présenté publiquement leurs arguments contre le document en question.

Dans le rapport « Les projets REDD+ à El Salvador : profil bas, masques bienveillants et marchandisation d'écosystèmes et de territoires » [1], les chercheurs Yvette Aguilar, Maritza Erazo et Francisco Soto, qui ont assuré le suivi des démarches du gouvernement d'El Salvador concernant le système REDD, expliquent que ce système permettra « la vente et l'achat directs de crédits d'émission dans les marchés du carbone ou par le biais de fonds d'intermédiation, comme le Fonds pour le carbone forestier, pour compenser les émissions des pays développés. Cette approche vise à mercantiliser la nature au moyen de la commercialisation du carbone stocké dans les écosystèmes et dans les territoires dont dépendent pour leur survie les communautés indigènes, rurales et paysannes ».

Le rapport relève dans la proposition de graves erreurs conceptuelles et des défauts techniques et scientifiques qui sont insurmontables malgré l'élasticité des critères du FCPF, et qui rendraient le pays encore plus vulnérable aux changements climatiques.

Le 15 mai dernier plusieurs organisations sociales ont présenté au coordinateur du FCPF une lettre [2] où elles manifestaient leur inquiétude et leur refus du document en question ; elles demandaient qu'il ne soit pas approuvé et dénonçaient « le manque d'une stratégie nationale concernant le changement climatique, et l'absence d'un processus officiel ouvert, transparent et participatif ». Elles ajoutaient que la R-PP comportait de graves erreurs conceptuelles et méthodologiques et que, au cas où le FCPF l'approuverait, elle aurait de graves répercussions négatives sur la société salvadorienne, augmenterait sa vulnérabilité et la fréquence des désastres, et différerait l'accomplissement des engagements nationaux et internationaux urgents en matière de changement climatique.

Les organisations ont exigé également « que toute initiative de consultation au sujet de REDD soit organisée et mise en œuvre de façon transparente et participative, fondée sur les meilleures connaissances disponibles et sur les engagements internationaux contractés ». En effet, le processus de conception et d'élaboration de la R-PP a été fermé et non transparent ; les autorités n'ont pas consulté « les acteurs et les secteurs concernés, dont quelques-uns ont déjà fait des propositions en matière de politiques et de mesures à adopter face au changement climatique ».

Pour justifier leur rejet catégorique de la R-PP et de la façon dont elle a été conçue, les organisations sociales salvadoriennes ont affirmé que ce document « manque des fondements scientifiques et techniques et de la légitimité sociale nécessaires pour garantir sa viabilité politique, son acceptation et sa mise en œuvre réussie par les acteurs concernés et surtout par les populations les plus vulnérables au changement climatique et à la variabilité qu'il comporte, parmi lesquelles les communautés indigènes, paysannes et dépendantes des systèmes forestiers, les femmes économiquement désavantagées et les populations rurales et urbaines marginalisées jouent un rôle prépondérant ».

De leur côté, les vingt-trois organisations et communautés indigènes qui constituent le Conseil coordinateur national indigène salvadorien (CCNIS) ont envoyé une autre lettre

[3] où elles appuient celle des organisations sociales et réaffirment leur opposition au contenu de la proposition en question. Dans cette lettre elles manifestent que la R-PP « ne tient pas compte des préoccupations et des besoins des peuples indigènes d'El Salvador en matière d'impact et d'adaptation au changement climatique, et qu'elle a été élaborée sans avoir consulté préalablement ces peuples pour obtenir leur consentement libre et informé, comme prévu par le droit indigène international. Bien que la R-PP présentée par le MARN comporte une section relative aux peuples indigènes d'El Salvador, le contenu de cette section ignore les progrès du droit indigène international et les obligations qui en découlent pour les gouvernements ».

Le CCNIS prévient que « les effets négatifs du changement climatique sont en train de se multiplier dans le pays et ils provoquent des dégâts et des pertes dans les communautés indigènes, qui voient leurs logements, leurs cultures et leurs moyens d'existence diminuer, se détériorer ou disparaître ; en outre, on constate déjà des effets négatifs sur leur santé, leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Le changement climatique est en train de restreindre encore plus leurs droits à l'accès, à l'utilisation et à l'usufruit des territoires où elles habitent et réalisent leurs activités économiques, spirituelles et culturelles. La R-PP ne tient pas compte du tout de ces effets négatifs, ni des propositions que nous, en tant que peuples indigènes, pouvons faire au pays pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie, d'un plan national contre le changement climatique et d'un plan d'adaptation nationale ».

Le CCNIS dénonce aussi que « de nombreuses politiques et mesures adoptées pour l'atténuation des causes du changement climatique représentent des menaces pour les peuples indigènes et pourraient nous rendre plus vulnérables et inadaptés. Tout comme les biocombustibles, les projets REDD+ ont été sérieusement mis en question par nos peuples indigènes, en raison des effets négatifs qu'ils pourraient avoir pour nous, en particulier en renforçant les restrictions d'accès à la terre et à ses ressources, et en favorisant l'appropriation à grande échelle de nos territoires. Dans le but d'éviter ces impacts, nous avons lutté pour l'introduction de sauvegardes spécifiques dans les politiques, les programmes, les normes et les accords qui nous concernent, afin de garantir le respect des droits qui nous sont propres ».

Le gouvernement d'El Salvador n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT, le seul instrument juridique international qui accorde aux peuples indigènes le droit à leur propre territoire, à leur culture et à leur langue. Malgré cela, le pays pourrait recevoir des fonds pour mettre en œuvre un projet REDD qui toucherait directement les communautés des forêts. Le manque de garanties quant au respect des droits de ces communautés dans ces transactions serait ainsi manifeste.

Pour en savoir plus veuillez visiter : <http://wrm.org.uy/countries/ElSalvador.html#info>

Article fondé sur :

[1] "Los esquemas de REDD-plus en El Salvador: Perfil bajo, disfraces benevolentes y mercantilización de ecosistemas y territorios", Yvette Aguilar, adresse électronique : yvette.a@gmail.com, Maritza Erazo, adresse électronique : mlerazo@yahoo.com, Francisco Soto, adresse électronique : francisco.soto.monterrosa@gmail.com, San Salvador, El Salvador, 17 juillet 2012, envoyé par Francisco Soto.

[2] Lettre des organisations sociales envoyée au FCPF de la Banque mondiale, http://www.wrm.org.uy/paises/ElSalvador/Carta_FCPF-RPP-SLV-15May2012.pdf

[3] Lettre du Consejo Coordinador Nacional de Indígenas Salvadoreños (CCNIS) au FCPF de la Banque mondiale, http://www.wrm.org.uy/paises/ElSalvador/Carta_FCPF-RPP-SLV_CCNIS-24May2012.pdf

(Photo http://climatevoices.files.wordpress.com/2011/11/no-redd_poster-cartel.jpeg)

[index](#)

- Malaisie : le barrage de Baram inonderait des villages indigènes de Bornéo au profit de l'industrie minière

Le gouvernement du Sarawak prévoit de construire douze barrages hydroélectriques qui déplaceraient des dizaines de milliers de personnes et inonderaient de vastes étendues de forêt tropicale. Quoique présentés comme des sources d'énergie propre, les barrages hydroélectriques construits dans les pays tropicaux ont des effets dévastateurs sur notre climat, parce que la masse de végétation forestière qui pourrit sous l'eau émet des gaz à effet de serre.

Les autorités affirment que l'énergie générée par les barrages sera utilisée sur place, mais ce ne sont que mensonges : le seul barrage déjà terminé produit le double de l'énergie utilisée dans tout l'État aux périodes de pointe ! En fait, l'énergie avantagera surtout les industries polluantes, comme la fonderie d'aluminium du géant australien Rio Tinto ; l'environnement sera encore plus dégradé et l'argent partira vers d'autres pays.

Le barrage de Baram est un des douze que les autorités du Sarawak prévoient de construire une fois terminé celui de Bakun. Haut de 162 mètres, il inondera une étendue de forêt tropicale de 412 km² (41 200 hectares) et au moins 26 villages indigènes, provoquant le déplacement de près de 20 000 autochtones.

Le barrage proposé bouleverserait complètement la culture des Kenyah, des Kayan et des Penan qui habitent à proximité du cours supérieur du Baram, un des grands fleuves de forêt tropicale de Bornéo. Beaucoup de villages seraient submergés et cesseraient tout simplement d'exister. Les communautés de maisons longues traditionnelles situées en aval devraient faire face à des changements radicaux et à la pollution de l'écosystème fluvial ; le transport sur le fleuve, la pêche, l'irrigation et l'accès à l'eau potable en subiraient les conséquences.

D'autre part, le projet de Baram et les autres projets de barrages ne respectent pas au moins six des sept recommandations de la Commission mondiale des barrages : obtenir l'accord du public, évaluation exhaustive des autres options, examen des barrages existants, préservation des cours d'eau et des moyens de subsistance, reconnaissance des droits et partage des avantages, assurer le respect des normes, partage des cours d'eau pour la paix, le développement et la sécurité.

La construction du barrage de Murum a déjà commencé, et sera probablement suivie par celle de Baram et des autres barrages. Les autochtones sont déplacés au nom du « développement » et des « services publics gratuits ». Le gouvernement n'a pas tenu les promesses qu'il avait faites à de nombreux habitants Batang Ai et Bakun, qui se voient

privés de leurs droits.

Une campagne internationale a été organisée pour faire pression contre les barrages de Sarawak, au moyen d'une pétition où l'on demande aux autorités malaises de stopper immédiatement le projet car il aurait des conséquences dramatiques pour la société et pour l'environnement.

Pour signer la pétition, veuillez visiter :

http://www.avaaz.org/en/petition/STOP_BARAM_DAM_SAVE_SARAWAK_FOREST_AND_RIVER/?foSoedb&pv=7

Article basé sur des informations envoyées par Cecelia Agnes Ling, adresse électronique : cecelia_ai@yahoo.com

[index](#)

- Nigeria : un projet de plantation de cacao menace les forêts intactes des Etera et des Ekuri-eyeyeng

La forêt tropicale de l'État de Cross River est une des plus grandes du pays. Près de 8 500 kilomètres carrés sont couverts de forêt vierge ou presque intacte, et appartiennent en partie à la communauté. 5 140 kilomètres carrés de forêt tropicale d'altitude sont classés comme zones protégées : le Parc national de Cross River, qui occupe 3 330 kilomètres carrés de forêt d'altitude, et les Réserves forestières qui occupent 1 810 kilomètres carrés de terres boisées où se situe le territoire coutumier des Etera et des Ekuri-eyeyeng.

Les terres des Etera et des Ekuri-eyeyeng sont administrées par le gouvernement de l'État nigérian de Cross River, à l'intention des peuples indigènes pour lesquels la forêt est la source de subsistance la plus importante. C'est dans la forêt qu'ils trouvent des terres agricoles fertiles et le bois qu'ils utilisent pour la construction ; c'est là qu'ils se procurent la plupart des produits non ligneux utilisés pour l'alimentation, les revenus, l'artisanat et la médecine. La forêt protège aussi les ruisseaux et les fleuves des périodes de sécheresse, elle produit de l'eau potable et elle est considérée par les membres de la communauté comme un lieu sacré où sont enterrés leurs ancêtres.

À présent, l'intégrité de la forêt et donc la subsistance des communautés sont en danger. Une entreprise dénommée Southgate Cocoa Produce Limited prévoit d'acquérir une parcelle de 72,41 kilomètres carrés de forêt tropicale intacte située entièrement dans la zone tampon du Parc national de Cross River, juste à côté des terres des Etera et des Ekuri-eyeyeng, pour y établir des plantations industrielles de cacao.

L'organisation nigériane Rainforest Resource & Development Centre (RRDC) a dénoncé que le projet est « contraire aux intérêts des communautés indigènes ».

L'utilisation de la réserve forestière pour la plantation de cacao serait illégale et, en outre, aucune évaluation d'impact environnemental n'a été effectuée. Le RRDC prévient que « la Réserve forestière de Cross River est un écosystème de forêt tropicale intacte ; ce

projet représente une grave menace pour l'intégrité écologique de l'écosystème et de la Division Oban du Parc national de Cross River qui se trouve à côté ».

Le RRDC signale aussi que Southgate a des contacts avec de grands groupes d'intérêt mondiaux.

Un de ces groupes est la société Armajaro Trading Limited, filiale d'Armajaro Holding et basée à Londres. Elle s'occupe de l'approvisionnement et de la livraison de cacao à des producteurs de chocolat d'Asie, d'Amérique du Nord et du Sud et du monde entier. Le RRDC a organisé une campagne urgente pour informer Armajaro et toute autre partie intéressée étrangère que, contrairement à l'information divulguée par Southgate et ses agents, les terres en question se trouvent entièrement à l'intérieur de la zone tampon de la Division Oban du Parc national de Cross River, et qu'il s'agit d'une forêt tropicale intacte et non d'une « réserve dégradée ». L'appel peut être envoyé au Gouverneur de l'État nigérian de Cross River, M. Liyel Imoke (adresses électroniques : imoke@crossriverstate.gov.ng ; imokeliyel@yahoo.com ; l.imoke@yahoo.com) et aux entreprises Armajaro du monde (y compris à Richard.Ryan@Armajaro.com et à Vince.McAleer@Armajaro.com).

Article basé sur des informations envoyées par Odey Oyama, Rainforest Resource & Development Centre (RRDC), adresses électroniques : rainforestcentre@yahoo.co.uk, odeyoyama@hotmail.com

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Philippines : le producteur de palmier à huile A. Brown Inc. s'empare des terres du peuple indigène Higaonon

La société philippine A. Brown Company Inc. s'occupe de la plantation et du traitement de palmiers à huile. En 2010, elle a commencé à planter des palmiers sur 520 hectares de terres publiques réclamées par le peuple indigène des Higaonon.

Les Higaonon des villages de Bagooboc et de Tingalan situés dans la municipalité d'Opol, dans la province de Misamis Oriental du sud des Philippines, affirment qu'ils occupent ces terres depuis la période antérieure à la colonisation espagnole. Leurs ancêtres y chassaient des animaux, récoltaient du miel et pratiquaient l'agriculture sur de petites étendues de terre, maintenant ainsi leur culture unique. Bien qu'ils aient été déplacés dans les années 1950 par des propriétaires terriens qui voulaient entreprendre la production de bois et l'élevage, ils y sont toujours revenus et ils ont rendu ces terres productives.

La compagnie A. Brown est entrée dans le territoire des Higaonon pour y établir des plantations de palmier à huile, sans avoir obtenu au préalable leur consentement libre et informé. Cette invasion a impliqué plusieurs violations des droits de l'homme : meurtre et arrestation illégale d'agriculteurs, incendie de maisons, destruction de cultures, harcèlement et menaces de mort.

Tout ceci a été révélé par une mission d'inspection internationale qui a commencé à travailler le 6 mai dernier sous la conduite du Réseau d'action contre les pesticides Asie-Pacifique (PAN AP), du Mouvement paysan des Philippines (KMP), de la Coalition asiatique des paysans (APC), de Sentro Kitanglad, de la Kalumbay Regional Lumad Organization et d'autres organisations d'Opol.

La mission a découvert que la compagnie A. Brown n'a pas encore obtenu l'autorisation d'opérer dans la zone en question. Des fonctionnaires du Département de l'environnement et des ressources naturelles (DENR) ont dit que cet organisme gouvernemental n'avait délivré aucun permis à l'entreprise et que, par conséquent, elle était en train de violer la législation concernant les forêts et l'environnement.

Les conclusions de la mission ont été présentées au cours d'un forum public à l'Université des Philippines-Diliman, où l'on a réclamé l'expulsion d'A. Brown de la région et le retour immédiat des peuples indigènes à leur terre ancestrale. Il a été exigé également que les violations des droits de l'homme des Higaonon fassent l'objet d'une enquête (voir le rapport sur <http://www.panap.net/en/fs/post/food-sovereignty-resistance-land-grabbing/1069>).

La création de grandes plantations de palmier à huile porte atteinte aussi à la souveraineté alimentaire des Higaonon. « Nos terres ont été prises, nos familles affamées et nos droits violés : nous n'avons d'autre choix que de nous battre. En tant qu'autochtones, nous avons le droit d'avoir des terres, mais on nous le refuse sans arrêt », a dit Rubenson, dont la famille habitait déjà à Tingalan avant la colonisation espagnole.

Les produits agrochimiques, comme le Carbofuran et le Glyphosate, appliqués dans les plantations industrielles de palmier à huile de l'entreprise, commencent à détériorer la santé des Higaonons. Les habitants d'Opol ont rapporté une augmentation de l'incidence des rhumes et de la toux, de maladies de la peau, de la diarrhée et d'autres affections depuis que la plantation a commencé à pulvériser des pesticides. De même, les cocotiers et les bananiers – leur seule source de revenus – ont commencé à dépérir depuis que la plantation est là.

Erwin Navarro, membre de PAN AP, a alerté sur les effets sociaux, culturels, sanitaires et environnementaux des plantations industrielles de palmier à huile qui se sont développées dans d'autres pays asiatiques, rasant les forêts au bulldozer et déplaçant de nombreux peuples indigènes. À présent, ces plantations sont arrivées aux Philippines pour devenir un grand produit d'exportation. Il en est ainsi dans les municipalités d'Espanola, de Quezon et de Brooke's Point, à Palawan ; le cas a été dénoncé par le réseau philippin de peuples autochtones, ALDAW, et rapporté cette année par le WRM dans son bulletin n° 174.

Une campagne a été organisée pour signer une pétition où l'on demande au gouvernement philippin d'expulser immédiatement d'Opol la compagnie A. Brown, de mettre fin aux violations des droits de l'homme, de punir les coupables, de dédommager les victimes, et d'arrêter la profanation des sites sacrés. La pétition exige aussi que l'entreprise et toutes les unités et agences du gouvernement philippin nettoient et restaurent les zones contaminées, qu'elles apportent sans délai de l'aide économique aux agriculteurs, et qu'elles mettent en route le processus d'obtention du consentement préalable, libre et en connaissance de cause.

Vous êtes invités à aider les agriculteurs et les autochtones d'Opol à récupérer leurs terres, en signant la lettre de pétition que vous trouverez sur <http://www.panap.net/en/fs/page/food-sovereignty/1130>.

Dans le monde entier, l'expansion de l'huile de palme s'est faite par l'appropriation de terres, par le changement d'affectation des sols et par le déboisement accéléré. Les agriculteurs et les peuples indigènes déplacés ont été forcés à devenir des travailleurs dans les plantations de palmier à huile. De façon générale, l'expansion de l'huile de palme a aggravé la faim et la pauvreté, tandis qu'elle n'a favorisé que quelques intérêts privés.

Article basé sur des informations tirées de : "Palm oil plantation in Misamis Oriental has no right to occupy indigenous lands, IFFM says", Pesticide Action Network Asia and the Pacific (PAN AP), <http://www.panap.net/en/fs/post/food-sovereignty-resistance-land-grabbing/1070>

[index](#)

- Gabon : la résistance à l'accaparement de terres par Olam pour la plantation de palmiers à huile

Le palmier à huile a toujours fait partie de la culture des communautés d'Afrique occidentale et centrale. Elles l'ont toujours planté et en ont récolté les fruits, les feuilles ou la sève. Le fruit de cette plante indigène a été transformé sur place en huile de palme, à usage domestique ou vendu sur les marchés locaux pour produire du vin de palme (voir le document d'information du WRM : « Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur », [http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier a huile en Afrique.pdf](http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier%20a%20huile%20en%20Afrique.pdf)).

Or, la demande internationale pour l'huile de palme et, plus récemment, pour des agrocombustibles, a fait venir en Afrique des investisseurs avides de terres, désireux de faire des plantations de palmier à huile à grande échelle, et les gouvernements sont en train d'ouvrir les portes aux grandes entreprises. Ainsi, les communautés perdent leurs droits sur leurs territoires.

Au Gabon, l'organisation Brainforest a sonné l'alerte : les nouvelles autorités gabonaises sont en train de céder de vastes étendues en concession à la société singapourienne Olam. Des terres ancestrales sont vendues au rabais, au détriment des droits des peuples, pour y faire de grandes plantations de palmier à huile, celui-ci étant une des affaires de cette entreprise mondiale qui approvisionne toute la chaîne de production agro-industrielle, avec vingt produits agricoles et alimentaires.

Brainforest a lancé une campagne de signatures pour stopper les plantations industrielles de palmier à huile d'Olam, sur le site http://www.brainforestgabon.org/news_fiche.php?id=16#.UAbg4aDs3KT

Une autre organisation gabonaise, Attac Gabon, a publié le 5 juin dernier un communiqué de presse [1] où elle dénonce que l'échec des négociations internationales sur le changement climatique et la marchandisation de la question du climat au moyen de

fausses solutions, comme le concept de « l'économie verte », finira par ruiner le tissu socioculturel des communautés et fragilisera la souveraineté des nations.

Le communiqué de presse dit : « Au Gabon, le phénomène prend des proportions vertigineuses quand on sait que plus de 300 000 hectares de terres sont déjà en train d'être cédés à des multinationales. Une mobilisation générale s'impose afin de faire valoir le droit des communautés à disposer de leurs terres. »

FERN [2] a rapporté que, le 8 juin, une quarantaine d'activistes de la société civile, parmi lesquels se trouvait Marc Ona Essangui, directeur de Brainforest et Prix Goldman (une sorte de « Prix Nobel Écologique ») ont été arrêtés au Gabon pour avoir organisé un « contre-forum ». Cette manifestation, que les autorités gabonaises avaient interdite, visait à mettre en lumière, pendant le déroulement du New York Forum Africa, la corruption omniprésente et l'absence de démocratie et de responsabilité qui règnent dans ce pays d'Afrique centrale riche en pétrole. Ce qui est en question ce sont des problèmes fonciers, l'expulsion de communautés de Woleu Ntem et l'accaparement de terres pratiqué par les entreprises de plantation de palmier à huile.

Sous la pression internationale, le gouvernement a proposé le même jour de libérer Ona, mais celui-ci a refusé de sortir si tous ceux qui avaient été arrêtés n'étaient pas relâchés également. Finalement, ils ont tous été libérés.

[1] Notre terre, leur business !, Attac Gabon, communiqué de presse, 5 juin 2012,

<http://www.facebook.com/notes/attac-gabon/notre-terre-leur-business-communiqu%C3%A9-de-presse-dattac-gabon/10150840486325069>

[2] EU Forest Watch N° 172, juin 2012, FERN,

<http://www.fern.org/sites/fern.org/files/FW%20172%20june%202012%20for%20website.pdf>

[index](#)

- Chili : campagne contre l'expansion des plantations d'arbres

Au Chili, de grands groupes économiques forestiers ont foncé sur les terres avec l'appui de l'État, de sorte que plus de 3 millions d'hectares sont couverts à présent de plantations industrielles de pins et d'eucalyptus.

Les plantations d'arbres ont rapporté des milliards à des groupes tels que Matte, propriétaire de Forestal Mininco CMPC, ou Angelini, propriétaire de Forestal Arauco.

Ils y sont parvenus en usurpant des terres mapuche, et les essences exotiques mentionnées ont fait des ravages : elles ont fait diminuer l'eau des zones humides et des nappes souterraines, aggravant ainsi les effets de la sécheresse ; elles ont érodé les sols et remplacé des champs agricoles et des forêts indigènes. Du fait de la disparition de l'eau et des terres cultivables, une grande partie de la population rurale est en train de se déplacer vers les villes, poussée par le chômage et par l'absence de possibilités de travail réelles.

Les territoires où se concentrent les plantations forestières sont aussi ceux où la pauvreté et l'exode rural sont les plus forts. C'est le cas, en particulier, du centre-sud du

Chili, et surtout du territoire ancestral du peuple mapuche. La résistance de ce peuple à l'invasion des plantations s'est soldée par la répression, la prison et la mort. À présent, les planteurs ont entamé une nouvelle offensive pour essayer de doubler à court terme la superficie de leurs plantations industrielles ; pour ce faire, ils cherchent à annexer les terres des « petits propriétaires », c'est-à-dire les terres des paysans chiliens et des communautés mapuche.

Cette situation a été dénoncée par des organisations de tout le pays qui, dans une lettre ouverte [1], ont appelé les secteurs paysans et les communautés mapuche à se tenir sur le qui-vive face aux tentatives des entreprises forestières et des agents du gouvernement, et à ne pas permettre l'introduction de nouvelles plantations de pins et d'eucalyptus dans leurs territoires.

Le collectif d'information Mapuexpress et Adkimvn Comunicaciones ont adhéré à l'appel en organisant une campagne d'information et de sensibilisation, pour la défense des espaces dont dépendent la vie et la subsistance. Ils ont produit des spots audiovisuels et audio [2], et ils exhortent le public à les diffuser et à les reproduire.

Mapuexpress prévient aussi que « des entreprises et des agents du gouvernement se présenteront chez les familles rurales pour leur offrir de prétendus bénéfiques, des plantations de pins et d'eucalyptus (gratuites !) et même des bonifications en argent comptant. Nous devons être sur nos gardes et défendre nos territoires, les pratiques ancestrales, ... la Terre ». Le collectif Mapuexpress affirme : « Si nous permettons l'introduction de pins et d'eucalyptus, nous aurons du pain aujourd'hui mais nous jeûnerons demain. En outre, cela équivaudra à permettre aussi l'arrivée des usines de pâte, une des industries les plus polluantes de la planète ».

Pour cette raison, les organisations disent aussi dans leur lettre ouverte : « ne pas permettre l'introduction de pins et d'eucalyptus, c'est défendre la vie, les terres cultivables et la souveraineté alimentaire, c'est accepter la diversité et l'égalité, c'est affirmer la culture et la dignité des habitants... ».

[1] Organizaciones de todo Chile hacen un llamado a Sectores Campesinos y Comunidades Mapuche a No introducir más Pinos y Eucaliptus en los territorios, <http://www.mapuexpress.net/content/news/print.php?id=8073>

[2] Vidéos – campagne – spots. ¡NO MÁS INTRODUCCIÓN DE PLANTACIONES FORESTALES! Vidéo 1 : <http://www.youtube.com/watch?v=CPC-gfRloas> ; Vidéo 2 : <http://www.youtube.com/watch?v=IH8WMKNXNNw> ; Mapudungun : <http://www.youtube.com/watch?v=0u349Xv1FDI&feature=youtu.be>

[index](#)

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales

Dans le cadre du Sommet des Peuples organisé pendant Rio+20, une campagne mondiale contre les transnationales a été lancée, sous le slogan « Démantelons le pouvoir des multinationales et mettons fin à l'impunité ». La campagne a pour but d'unir

les centaines de campagnes, de réseaux, de mouvements sociaux et d'organisations qui luttent contre les atteintes des transnationales aux droits de l'homme, à la nature et à la planète.

Poussées par la quête du profit, les transnationales (TNC) violent systématiquement les droits de l'homme et commettent des crimes économiques et écologiques ; meurtres, persécutions et menaces contre les syndicats et les leaders sociaux et communautaires du monde entier se succèdent. Dans le contexte de la crise mondiale et avec la complicité des États qui contribuent à créer une structure d'impunité, ces actions se sont intensifiées. Les TNC contrôlent le débat sur la crise, en présentant des propositions qui leur permettent de s'approprier des terres, d'extraire des ressources naturelles et de produire de l'énergie au prix le plus bas possible.

L'appel à l'action international dit que « pour affronter le pouvoir des grandes entreprises et le système qui les protège et les avantage, il est nécessaire et urgent d'apporter une réponse systématique. Nous devons unir nos expériences et nos luttes, apprendre de nos victoires et de nos échecs respectifs et partager nos analyses et nos stratégies, afin de mettre fin à l'impunité des entreprises multinationales. Les luttes de nos communautés contre une entreprise multinationale pourront être encore plus victorieuses si nous réussissons à les relier aux efforts menés par d'autres peuples d'autres pays, régions ou continents ».

Le texte intégral de l'appel à l'action international figure sur :
http://www.stopcorporateimpunity.org/?page_id=727&lang=fr

Pour davantage d'information sur la campagne veuillez visiter :
<http://www.stopcorporateimpunity.org>

[index](#)

- En quête de la réforme agraire et pour la défense de terres et de territoires

Des alliés de 26 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe se sont réunis en Indonésie, dans le Sumatra occidental, du 10 au 15 juillet 2012, convoqués par La Vía Campesina et la Campagne mondiale pour la réforme agraire, pour traiter du thème « La réforme agraire et la défense de la terre et des territoires au 21e siècle : enjeux et avenir ».

La situation du monde étant critique du fait des nombreuses crises actuelles – de l'alimentation, du climat, de la finance, de la pauvreté et du chômage – ils ont évalué les stratégies et les enseignements tirés de deux décennies de lutte pour la réforme agraire, que la récente avalanche d'accaparement de terres rend urgente.

La réunion a abouti à la Déclaration de Bukit Tinggi, qui ébauche certains éléments-clés d'une nouvelle vision de la réforme agraire et de la souveraineté des peuples sur leurs territoires.

Le texte intégral de la déclaration figure sur : http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1316:-bukit-tinggi-declaration-on-agrarian-reform-in-the-21st-century&catid=23:agrarian-reform&Itemid=36

- Campagne contre le géant de l'huile de palme FELDA

L'organisation Salva la Selva a lancé une campagne pour exiger de la Deutsche Bank de se dissocier du géant huilier malaisien FELDA Global Ventures Holding, qui souhaite obtenir trois milliards de dollars par son entrée en bourse et les affecter à la réalisation de nouvelles plantations de palmier à huile en Indonésie et en Afrique. Des forêts tropicales seront achetées, détruites et transformées en énormes plantations industrielles.

La Deutsche Bank est une des principales banques allemandes ; elle se dit respectueuse de l'écologie et de la société, mais elle est en train d'aider FELDA à trouver des investisseurs.

La campagne invite le public à signer une lettre où l'on demande à la Deutsche Bank de se dissocier de FELDA et de s'abstenir de financer toute initiative qui implique l'accaparement de terres ou l'exploitation du bois.

Pour participer à la campagne, veuillez visiter <https://www.rainforest-rescue.org/mailalert/878/deutsche-bank-boosts-rainforest-logging>

- La société minière Rio Tinto remporte la médaille d'or du Greenwash

Des transnationales aussi peu recommandables que BP, Dow et BP sont en train de sponsoriser les Jeux olympiques, les utilisant comme paravent pour dissimuler les violations des droits de l'homme et les atteintes à l'environnement qu'elles commettent dans le monde entier.

Organisée par Bhopal Medical Appeal, London Mining Network et UK Tar Sands Network, une nouvelle campagne pour empêcher Dow, BP et Rio Tinto de « gagner » aux Jeux olympiques 2012 a été lancée en avril. Il s'agissait de voter laquelle de ces trois « sociétés suspectes méritait le mieux la médaille d'or du 'verdissage' en 2012 », « laquelle dissimulait le mieux la destruction environnementale et dévastait le plus de communautés, tout en prétendant être une bonne citoyenne du fait d'avoir financé les Jeux olympiques ».

Et la médaille d'or a été décernée à... Rio Tinto, une énorme société minière britannique qui a fourni le métal pour les médailles olympiques de Londres et qui est impliquée dans des cas de violation des droits de l'homme, de pollution, de non-respect des droits des indigènes et de conditions de travail épouvantables.

Vous trouverez trois brèves animations concernant BP, Dow et Rio Tinto (en anglais) aux adresses suivantes : http://www.youtube.com/watch?v=6vPRu1bR5fc&feature=player_embedded (BP), http://www.youtube.com/watch?v=Wu1f6lbcik0&feature=player_embedded (Dow) et http://www.youtube.com/watch?v=li7wACA2TFI&feature=player_embedded#t=0s (Rio Tinto).

RECOMMANDATIONS

- **La face cachée des accords d'investissement** - “The Dark Side of Investment Agreements”, nouvelle vidéo de TNI (en anglais et espagnol) qui explique comment ces accords influent sur les gouvernements qui, en raison du pouvoir des transnationales, se retrouvent sans marge de manœuvre face aux violations des droits de l'homme, aux atteintes à l'environnement ou au non-respect des engagements pris par les entreprises. La vidéo est disponible sur : <http://www.tni.org/multimedia/video-dark-side-investment-agreements>

[index](#)

- **“Rights of Nature: Planting the Seeds of Change”** : pendant la conférence sur le développement durable 2012 des Nations unies a permis de constater que la stratégie dénommée « économie verte » ne représente pas un changement d'orientation ; bien au contraire, elle introduit la nature encore plus dans le système commercial en attribuant une valeur économique à ce que la Terre « fait » pour les humains, c'est-à-dire à ce qu'on appelle « les services des écosystèmes ». Les défenseurs de cette « marchandisation » des sols, des forêts et de l'eau douce affirment que le monde naturel peut être « sauvé » si on lui fixe un prix. Le rapport de Global Exchange peut être lu en anglais sur : <http://www.globalexchange.org/sites/default/files/RONPlantingSeeds.pdf>

[index](#)

- **“Madera caída del bosque tropical: una opción ambientalmente sana y socialmente justa para producir madera”** est une publication récente de Coecoceiba – Amis de la Terre Costa Rica, qui rapporte les expériences d'exploitation du bois mort dans les forêts tropicales du Costa Rica. Le texte est disponible en espagnol sur <http://coecoceiba.org/wp-content/subidas/2012/05/Madera-Caida-del-bosque-tropical-menor-res.pdf>

[index](#)
